



Anne Hidalgo : « L'Etat ne doit pas se désengager du logement social »

Anne Hidalgo, Maire de Paris, souligne vendredi sa grande inquiétude concernant un possible désengagement de l'Etat dans les aides à la pierre qui contribuent au financement du logement social.

« Conscient des difficultés importantes que rencontrent de nombreux citoyens pour se loger, le Président de la République s'est fortement engagé en 2012 en faveur du logement social. Trois ans plus tard, les objectifs nationaux de construction restent à atteindre. Ce secteur se heurte tantôt à des problèmes de financements, tantôt au conservatisme de certains élus locaux qui n'hésitent parfois pas à caricaturer et à marginaliser les habitants du parc social.

A Paris, territoire où le foncier est rare et où le secteur immobilier est en tension, nous recensons près de 150.000 demandeurs. Après les importantes avancées accomplies par Bertrand Delanoë, de 2001 à 2014, j'ai à mon tour pris mes responsabilités de Maire, en faisant du logement la priorité de ma mandature. J'ai ainsi confié à mon adjoint, Ian Brossat, l'objectif de créer 10.000 logements par an, dont au moins 7.000 sociaux.

Si cet objectif a été atteint en 2014, c'est parce que nous avons su fédérer tous les acteurs concernés – du secteur public comme du secteur privé –, mobiliser tous les moyens à notre disposition et lever, pas à pas, les freins à la construction. Cet effort, nous allons le poursuivre tout au long de la mandature, avec la même exigence de résultats. Mais cela implique aussi de pouvoir compter sur l'Etat dans la durée.

Parmi les différents dispositifs existants, l'Etat vers des subventions aux bailleurs sociaux, dites « aides à la pierre ». A ce titre, 400M€ sont attendus chaque année à l'échelle nationale : une goutte d'eau dans le budget de l'Etat, mais un outil concret, utile et efficace pour améliorer la vie.

Or, le Gouvernement a annoncé en plein cœur de l'été une réforme du financement du logement social. A l'heure des derniers arbitrages sur le Projet de Loi de Finances pour 2016, cette réforme est en passe de se transformer en désengagement : dès 2016, l'Etat supprimerait ses aides à la pierre, en abandonnant collectivités et bailleurs sociaux. Sans même attendre l'année prochaine, il se désengagerait dès cette année du financement de 1.000 logements sociaux.

Je ne peux accepter, au nom des Parisiens qui attendent un logement abordable, que Paris perde ainsi une part notable de sa capacité de soutien au logement social. J'appelle le gouvernement à faire preuve de responsabilité. L'enjeu est tout autant économique vis-à-vis de l'activité des entreprises du BTP que social pour maintenir les classes moyennes et populaires à Paris.

Alors qu'il applique déjà un plan drastique de réduction de ses dotations aux collectivités, l'Etat ne peut pas abandonner le logement social. Une telle décision serait illisible et incompréhensible, elle mettrait un peu plus à mal le secteur de la construction, et serait un très mauvais signal envoyé aux investisseurs comme aux ménages les plus modestes. »

Anne Hidalgo
Maire de Paris

Contact : Matthieu Lamarre / presse@paris.fr / 01.42.76.49.61